

ANALYSE-PAYS

Sierra Leone : la société secrète Gbangbani

Renseignement de l'analyse-pays OSAR

Berne, le 16 février 2026



Sommaire

- 1 **Introduction** 3
- 2 **Les sociétés secrètes en Sierra Leone** 4
- 3 **La société secrète Gbangbani** 5
- 4 **Protection étatique** 7
- 5 **Sources** 8

Ce rapport repose sur des renseignements d’expert-e-s et sur les propres recherches de l’Organisation suisse d’aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l’OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L’OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 INTRODUCTION

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Quelle est le poids et le contrôle (économique, social, politique) qu'ont les sociétés secrètes en Sierra Leone ?
2. Quelle est la part de la population qui fait partie de ces sociétés ?
3. Quels sont les profils des personnes qui deviennent membres des sociétés secrètes ?
4. De quelles informations dispose-t-on sur la société Gbangbani ? Quelles sont les caractéristiques de l'organisation et de ses membres ? Quelle est son influence ?
5. Quelles personnes sont ciblées par cette société (tranche d'âge, type de profils etc) ?
6. Est-il possible pour une personne qui ne fait pas partie d'une société secrète de malgré tout obtenir des informations sur ses membres ou sur son mode de fonctionnement ?
7. Est-ce que l'on peut assimiler les sociétés, notamment la société Gbangbani, à des entités presque étatiques ou des organisations suffisamment constituées qui sont à l'origine de persécutions et auxquelles il est difficile d'échapper ?
8. Comment sont traitées les plaintes déposées auprès des autorités contre les sociétés secrètes en Sierra Leone ?
9. Est-ce qu'il est possible pour une personne menacée par une société secrète d'obtenir une protection de la part des autorités, que ce soit de la part de la police ou du système judiciaire ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Sierra Leone depuis plusieurs années.¹ Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert-e-s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

2 LES SOCIÉTÉS SECRÈTES EN SIERRA LEONE

Les sociétés secrètes sont des associations genrées puissantes qui régulent la vie sociale, religieuse et politique en Sierra Leone. Selon les chercheurs *Richards et al.*, des aspects importants de la vie sociale agraire en Sierra Leone sont régulés par des associations sacrées genrées organisées autour de rituels d'initiation et du maintien de secrets, communément appelées sociétés secrètes (*Richards et al.*, avril 2004). Les chercheurs *Martín Martín et al.* indiquent que dans la plupart des villages, chaque société secrète dispose d'une forêt sacrée utilisée pour les rituels. Les sociétés secrètes sont décrites comme très puissantes et organisées hiérarchiquement (*Martín Martín et al.*, 2011). Reprenant des éléments attribués à l'AFP et citant un professeur de l'Université de Sierra Leone, *FranceInfo* estime que les sociétés secrètes féminines et masculines continuent d'occuper une place centrale dans les sphères sociale, religieuse et politique de chaque communauté (*FranceInfo*, 10 août 2019). Pour *Radio France Internationale* (RFI), les cérémonies d'initiation sont perçues comme un moment très important de la vie dans de nombreux villages et font l'objet d'une protection rigoureuse (RFI, 4 août 2019).

L'appartenance aux sociétés secrètes confère un statut social et facilite l'accès à des postes de chefferie et d'administration publique, ces organisations exerçant une influence politique majeure, notamment dans les zones où l'autorité centrale est faible. Selon RFI, l'appartenance à ces sociétés confère un statut social et le respect au sein de la communauté, tout en facilitant l'accès à des postes de chefferie tribale et à des emplois dans l'administration publique (RFI, 4 août 2019). Le *ministère de la Justice et de la sécurité des Pays-Bas (JenV)* confirme que cette appartenance peut s'avérer déterminante pour accéder à des fonctions de chef local ou obtenir un poste gouvernemental. Dans son rapport, JenV précise toutefois qu'en 2019, le gouvernement a annoncé l'interdiction de toute discrimination fondée sur la non-appartenance à une société (*JenV*, mai 2021). Selon *Richards et al.*, dans les zones où l'autorité centrale est affaiblie ou contestée, ces organisations fonctionnent de facto comme instance gouvernementale et juridique. *Richards et al.* indiquent également que l'initiation Poro constitue un facteur déterminant dans l'accession à la chefferie, particulièrement chez les Temne, et que d'autres associations masculines comme la société Gbangbani exercent une influence considérable sur la politique locale et les questions relatives à la chefferie (*Richards et al.*, avril 2004). Selon *FranceInfo*, certains responsables politiques financeraient des cérémonies d'excision dans le but d'obtenir des soutiens électoraux, ce qui constituerait un obstacle majeur à l'évolution de ces pratiques (*FranceInfo*, 10 août 2019).

Les initiations Bondo et Poro se déroulent souvent en fin d'année scolaire lors de retraites en brousse entourées d'un secret absolu. Les sociétés secrètes appliquent des sanctions sévères, parfois plus redoutées que celles des tribunaux, sans possibilité de recours. D'après RFI, la fin de l'année scolaire est souvent associée aux initiations (Bondo pour des filles, Poro pour des garçons). RFI mentionne des retraites en brousse pouvant durer des semaines pour les filles ou des mois pour les garçons (RFI, 4 août 2019). *Martín Martín et al.* soulignent que l'accès aux espaces et aux retraites en brousse est interdit aux personnes non-initiées, aux personnes initiées dans une autre société, ou aux personnes d'un autre sexe (*Martín Martín et al.*, 2011). Selon *Richards et al.*, les mécanismes disciplinaires associés à des sodalités comme le Poro ou le Wunde peuvent être perçus comme plus contraignants et plus redoutés que les sanctions prononcées par des tribunaux coutumiers, sans voie de recours clairement disponible. Cela peut créer une zone d'incertitude lorsque des punitions entrent en tension avec des droits constitutionnels ou lorsque les modalités d'appel sont absentes ou indéterminées (*Richards et al.*, avril 2004). Enfin, selon *The Patriotic Vanguard*, des tabous s'appliquent aux personnes non initiées et, dans des cas décrits comme extrêmes, les sanctions pourraient aller jusqu'à la mort (*The Patriotic Vanguard*, 14 août 2010).

Suite à des décès et violences liées aux initiations, le gouvernement a restreint les activités des sociétés secrètes à octobre-décembre et aux vacances scolaires. Selon RFI, à la suite de signalements d'enlèvements et de décès, le gouvernement a temporairement interdit les sociétés secrètes, avant de restreindre leurs activités à la période d'octobre à décembre ainsi qu'aux vacances scolaires (RFI, 4 août 2019). *FranceInfo* rapporte également que des décès et des violences, notamment des initiations forcées et des enlèvements survenus depuis fin 2018, ont poussé le gouvernement à limiter les activités des sociétés secrètes en les autorisant uniquement d'octobre à décembre et durant les vacances scolaires (*FranceInfo*, 10 août 2019). *JenV* fait état d'interdictions temporaires des rites d'initiation, notamment au début de 2018, puis le 21 janvier 2019, en réaction à une augmentation des violences politiques liées aux initiations masculines. Cette interdiction aurait également concerné les sociétés féminines (*JenV*, mai 2021).

Selon plusieurs sources, entre 80 et 90% de la population sierra-léonaise serait membre d'une société secrète. Selon RFI et *FranceInfo*, qui citent un professeur d'université, plus de 90 % de la population est impliquée dans des rites ancestraux et secrets (RFI, 4 août 2019 ; *FranceInfo*, 10 août 2019). Selon *JenV*, 80–90 % de la population serait membre d'une société (*JenV*, mai 2021).

3 LA SOCIÉTÉ SECRÈTE GBANGBANI

La Gbangbani est la principale société masculine des Limba, Kuranko et Loko dans le nord-est de la Sierra Leone. Selon *JenV*, Gbangbani est la principale société masculine chez les Limba, Kuranko et Loko dans le nord-est de la Sierra Leone, avec des variantes orthographiques incluant Gbangbe et Kpangbani. Les groupes fonctionnent de manière autonome au niveau villageois tout en maintenant une coopération entre eux (*JenV*, mai 2021). Selon *Martín Martín et al.*, la Gbangbani est une société masculine associée aux groupes ethniques limba et loko (*Martín Martín et al.*, 2011). Selon des informations envoyées à l'OSAR le 16 février 2026 par une *personne de contact, qui est docteur en anthropologie avec une très bonne expertise des sociétés secrètes en Sierra Leone*, la société secrète Gbangbani est considérée comme la plus puissante de Sierra Leone et la plus rigide dans ses rituels.

L'initiation Gbangbani implique la circoncision et des épreuves d'endurance lors de cérémonies sous des arbres sacrés, visant à préparer les garçons limba à l'âge adulte. Particulièrement respectée et crainte pour son rôle anti-sorcellerie, elle est considérée comme centrale pour la sécurité communautaire. *JenV* rapporte que les leaders de la société sont généralement des hommes d'âge moyen et que les cérémonies se déroulent, comme celles de Poro, dans un lieu spécifique hors de la communauté, souvent autour d'un arbre. La circoncision constitue une condition essentielle d'initiation et les candidats sont soumis à des épreuves d'endurance durant la cérémonie (*JenV*, mai 2021). Selon *Martín Martín et al.*, les sociétés Poro et Gbangbani effectuent des cérémonies et sacrifices sous des arbres considérés comme sacrés, ces cérémonies servant à contacter des esprits ou à communiquer avec les ancêtres (*Martín Martín et al.*, 2011). Les chercheurs·euses *Goguen & Bolten* indiquent que la Gbangbani prépare les garçons limba à l'âge adulte en leur transmettant une magie médicinale, des connaissances techniques et l'appartenance à une communauté d'hommes qui défrichent des terres pour des implantations. Les chercheurs·euses ajoutent que la Gbangbani assure l'avenir des villages et se présente comme une communauté morale locale qui tient le monde extérieur à distance. Dans la localité étudiée par *Goguen et Bolten*, la Gbangbani est décrite comme prééminente et des résidents auraient indiqué que les initiés volontaires ne pouvaient rejoindre la Gbangbani que si c'était leur première société. L'article souligne également l'importance des rites funéraires de l'initiateur pour la transmission de ses pouvoirs (*Goguen & Bolten*, 2017). Désignée comme une société anti-

sorcellerie, la Gbangbani est décrite comme particulièrement respectée et crainte, et centrale dans les perceptions de sécurité communautaire (*Goguen & Bolten*, 2017 ; *Enria*, 6 août 2019).

La Gbangbani exerce une influence majeure sur la politique locale et la chefferie, mais fait l'objet de critiques pour des pratiques alléguées violentes restant secrètes. Selon *Richards et al.*, la société secrète Gbangbani fait partie des associations masculines ayant une influence majeure sur la politique rurale et les affaires de chefferie (*Richards et al.*, avril 2004). Pour *Global Times*, la Gbangbani est largement connue dans certaines zones pour ses rites secrets et fait l'objet de critiques pour des pratiques alléguées inhumaines et violentes. Le même article rapporte le cas d'un homme de 26 ans ayant fui après une pression familiale pour subir l'initiation afin d'hériter de la position et des biens de son père. L'article affirme également que les détails sont rares en raison d'un serment de secret, et attribue à la Gbangbani des dimensions religieuses et civiles, la présentant comme une forme d'organe de gouvernance traditionnel (*Global Times*, 16 septembre 2022).

La Gbangbani initie les garçons Limba à l'âge adulte. Toute intrusion dans son espace sacré peut entraîner une initiation forcée, voire des violences. Selon *Goguen & Bolten*, la Gbangbani est une société d'initiation visant les garçons Limba au passage à l'âge adulte (*Goguen & Bolten*, 2017). Selon *The Calabash Newspaper*, des membres de la communauté attribuent à la Gbangbani une règle selon laquelle toute personne ayant pénétré dans leur espace sacré, sciemment ou non, devrait devenir membre de manière obligatoire. L'article mentionne également une augmentation des initiations forcées et un cas de disparition et de violence alléguée à Fadugu, dans le district de Koinadugu (*The Calabash Newspaper*, 15 décembre 2020).

Le secret autour de l'initiation est strictement imposé, et sa violation peut entraîner de graves représailles, incluant l'isolement prolongé. Selon *Martín Martín et al.*, l'initiation est totalement taboue pour les personnes extérieures et des normes de silence strictes limitent la communication sur ce qui se passe dans la forêt sacrée (*Martín Martín et al.*, 2011). Une recherche du *Bureau européen d'appui en matière d'asile* (EASO) indique qu'un membre de la société secrète Ojeh a demandé à ne pas être identifié par crainte de représailles. Cette source rapporte également un cas dans la société Odelay où un membre âgé a été isolé de manière organisée pendant des décennies pour avoir été jugé trop coopératif avec un chercheur étranger qui avait publié des informations et images (EASO, 29 octobre 2018). Selon *Goguen & Bolten*, la réticence des résidents à fournir une liste des personnes présentes à un rite funéraire illustre la force de l'obligation de secret autour de la Gbangbani (*Goguen & Bolten*, 2017).

L'appartenance à la Gbangbani est à vie et non négociable. Le refus de rejoindre la Gbangbani expose à de graves représailles, pouvant aller jusqu'au meurtre. Selon la *personne de contact*, un garçon peut être contraint de rejoindre la Gbangbani à la mort d'un membre âgé de sa famille. Les conditions d'adhésion et les rituels ne sont pas négociables, l'appartenance est à vie et il n'existe pas de délai de prescription. Si une personne a été ciblée pour le recrutement, même dans le passé, l'affaire est considérée comme non résolue tant que l'initiation n'a pas eu lieu. Selon EASO, qui reprend une information du site d'information Awoko, en mai 2008, le fils aîné d'un leader décédé de la société Gbangbani aurait refusé de succéder à son père, et selon l'oncle, la police n'aurait pas été en mesure de protéger l'homme contre la volonté de la société de l'installer comme nouveau leader. Toujours selon EASO, le 16 avril 2018, la High Court a condamné un sympathisant du parti au pouvoir SLPP à quarante ans de prison pour le meurtre extra-judiciaire d'un activiste de l'opposition APC qui aurait refusé de rejoindre la société Poro à Kenema (EASO, 29 octobre 2018).

4 PROTECTION ÉTATIQUE

Les autorités, elles-mêmes infiltrées par les sociétés secrètes, n'offrent aucune protection fiable à un garçon cherchant à leur échapper. Selon la *personne de contact*, il n'est pas possible pour un garçon en conflit avec la société secrète d'obtenir une quelconque protection de la part des autorités. Cette source affirme que les sociétés secrètes sont imbriquées à tous les niveaux de la société, y compris en ce qui concerne la police et les membres du gouvernement. La police laisserait les sociétés secrètes opérer au grand jour. Etant donné que l'adhésion à ces sociétés est secrète, un garçon qui porte plainte ne peut pas savoir avec certitude si les autorités auxquelles il s'adresse ne sont pas des membres de la société Gbangbani et ne vont pas livrer le jeune homme à la société afin qu'il achève son initiation. Comme la société est considérée comme une question sacrée, et non juridique, les autorités n'auraient, selon cette source, aucun scrupule moral ou éthique à livrer à la société toute personne qui solliciterait leur aide. Selon cette *personne de contact*, il en va de même pour les élus qui peuvent compter sur le soutien des membres de leur société secrète, qui font partie de leur circonscription électorale, lorsqu'ils se présentent aux élections ou se représentent. Selon la *personne de contact*, malgré les interdictions et limites imposées aux sociétés secrètes pendant les campagnes électorales, notamment en raison de la crainte que celles-ci puissent manipuler les électeurs·trices en les intimidant ou en les éloignant des urnes, celles-ci continuent de mener leurs activités au grand jour et ceci sans que la police intervienne. La *personne de contact* raconte avoir été témoin de cela pendant la campagne électorale de 2012, pendant laquelle la société secrète Poro a librement mené ses activités en public, sous les yeux de la police. Ce n'est que lorsque la police s'est rendu compte que des observateurs internationaux étaient présents et filmaient la scène qu'ils sont finalement intervenus pour mettre un terme aux activités de la société. La *personne de contact* en conclut qu'à moins que des observateurs·trices soient présent·e·s, un garçon qui porte plainte contre une société secrète n'a aucune chance d'obtenir une protection de la part de la police ou des autorités.

Les signalements à la police concernant des meurtres et enlèvements attribués à la société secrète Gbangbani sont restés sans suite à plusieurs reprises entre 2008 et 2020. *The Calabash Newspaper*, rapporte en décembre 2020, qu'à Fadugu, dans le district de Koinadugu, le corps de Pa Wurie Jalloh, agriculteur disparu depuis plus d'un an, a été retrouvé près du buisson de la société secrète Gbangbani. Selon un témoin, lui et son fils Alpha avaient été kidnappés par des hommes armés de machettes alors qu'ils travaillaient dans un champ. Le fils aurait réussi à s'échapper d'une cérémonie d'initiation forcée. La femme de l'agriculteur tué aurait alors effectué diverses démarches auprès du chef et de la police, mais sans succès. La police aurait répondu que l'affaire était en cours d'enquête sans fournir de détails supplémentaires (*The Calabash Newspaper*, 15 décembre 2020). *The Patriotic Vanguard* rapporte en 2010 que deux ans auparavant, un homme, dont la femme aurait été tuée par des membres de la société secrète Gbangbani à coups de machettes, avait signalé les faits à la police, mais sans qu'aucune suite n'y soit donnée (*The Patriotic Vanguard*, 14 août 2010).

La fuite à l'intérieur du pays ne serait pas une option réaliste dans un pays aussi petit et interconnecté que la Sierra Leone. Selon la *personne de contact* consultée par l'OSAR, essayer de s'installer dans une autre région du pays pour échapper à une société secrète comme celle de Gbangbani n'est pas une option réaliste. La Sierra Leone est un petit pays qui ne compte que 7 millions d'habitant·e·s et dont les routes relient toutes les grandes villes. Déménager ailleurs, que ce soit dans une autre ville ou dans une zone rurale ne permet pas de se mettre à l'abri. Cette *personne de contact* raconte avoir connaissance du cas d'une personne ayant traversé le pays pour s'installer dans une ville de 200 000 habitant·e·s, pour échapper à la persécution d'une société secrète, mais qui avait été reconnue par une personne de sa région d'origine en moins d'une semaine. Les frontières ethniques ou linguistiques n'existant pas pour les personnes qui circulent à l'intérieur du pays, aucun territoire ne peut être considéré comme un refuge sûr

permettant d'échapper à toute recherche, notamment dans les grandes villes, qui attirent des individus venus de toutes les régions en quête de travail. S'agissant d'un déménagement vers une autre zone rurale, les difficultés sont potentiellement encore plus importantes, selon la *personne de contact*. Arriver seul comme inconnu dans un village suscite d'emblée la méfiance, et il est pratiquement impossible pour un nouvel arrivant d'accéder à un logement, à des terres ou à un emploi sans être préalablement reconnu par la communauté.

5 SOURCES

EASO, 29 octobre 2018:

« **State protection/protection for members who break the rules of the society**

*One well respected member of Sierra Leone's leading Ojeh Society explained about the success of a cultural event in the United States. **The man 'asked not to be identified in fear [of] backlash'.***

*Also King noticed this during his research that revealing information about a secret society. Although his example is not concerning the Ojeh but an Odelay society in which **an elderly member was 'organized isolated' due to the fact that he 'was deemed to have been too cooperative with a foreign researcher'.***

The status of the man:

'had been significantly reduced because he had given information and pictures to the researcher, who went on to publish a book containing the disclosed information and images. Other older members, he said, had accused him of speaking and showing too much, especially to a white man: 'They said that I had brought the inside to the outside; but I know I did not say or give anything to the researcher which would have made our society less-respected or less-feared. God forbid', he concluded. Yet his relative isolation, based on that perceived indiscretion from about thirty years ago, persists unto the present'

Among all sources consulted and within the timeframe allocated to respond to this Query, no other specific information could be traced in which a member of an Ojeh society needed state protection after breaking the rules of the society. Nonetheless, the below information could be of relevance.

In May 2008, the news medium Awoko reported about a case in which the eldest son of a deceased leader of the Gbagbani society, a male secret society in northern Sierra Leone, refused to replace his father. According to the uncle of the man, the police was not able to protect man against the intentions of the society to install the man as the new leader.

In August 2010, The Patriotic Vanguard reported about a case in the northern part of the country. A woman was butchered with machetes by members of the Gbangbani secret society, after she unexpectedly met members of the aforementioned society in a bush path 'surrounding the masked spirit'. Although her husband reported the case to the police, nothing came out of it.

The Patriotic Vanguard reported in the same article about another case in Fullah town in the east of Freetown. Although, there was 'a court order to evict an Ojeh society from the premises of a landlady', no bailiff has ever gone there to execute the order 'out of fear or for some other reasons'. According to the report also the landlady herself was 'in perpetual fear of what might befall her especially when secret societies are notorious for casting evil spells and incurable diseases on people'.

In July 2016, the Concord Times reported that 12 people of a Poro society, including the leader, were arrested after a Maritime Wing Base in the coastal town Bonthe was attacked.

On 16 April 2018, the High Court of Sierra Leone convicted a supporter of the ruling Sierra Leone Peoples Party (SLPP) after the extra-judicial slaughtering of a youth activist of the opposition All Peoples Congress (APC). The man was given a 40 years' jail sentence. The youth activist was killed due to the fact that he refused to join the Poro in Kenema, the second largest town of the country, as it was SLPP dominated. He preferred to join the Poro in the Northern Province. » Source: European Asylum Support Office (EASO), Sierra Leone - The Ojeh/Oje society, 29 octobre 2018, p.6-7: <https://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=46242>

Luisa Enria, 6 août 2019:

« Footnote: A male initiation society found primarily amongst members of the Limba ethnic group in Sierra Leone. As Goguen and Bolten (2017: 435) argue, the Gbangbani is particularly respected and feared in Sierra Leone, and because of its role in fighting witchcraft it is central to perceptions of safety within communities so that, for example, 'the importance to the body politic of handling the death of [an] initiator properly cannot be overstated'. » Source: Luisa Enria, The Ebola Crisis in Sierra Leone: Mediating Containment and Engagement in Humanitarian Emergencies, 6 août 2019 : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/dech.12538>

FranceInfo, 10 août 2019:

« Un changement de statut social au prix de cicatrices, voire de séquelles à vie... En Sierra Leone, pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, les rites d'initiation, pratiqués par les sociétés secrètes, ont repris de plus belle depuis la fin de l'année scolaire, il y a quelques semaines. Rites mis un temps en sommeil à la suite de décisions gouvernementales.

Des journalistes de l'AFP ont exceptionnellement pu assister, récemment, à une cérémonie initiatique dans un bidonville de la capitale, Freetown.

Initiation

Au cours de cette cérémonie, Musu Kamara, huit ans, attendait le début de son initiation dans une petite pièce au toit de tôle ondulée laissant passer l'eau de pluie. Vêtue d'un T-shirt Mickey délavé, les genoux recroquevillés sur la poitrine, elle s'apprêtait à partir pour deux semaines en brousse avec les membres de la société secrète féminine Bondo.

Destinée aux filles, parfois très jeunes, l'initiation inclut l'apprentissage de danses, de chants, l'application de peintures traditionnelles sur le corps et le visage, la confrontation avec des esprits, représentés par des masques effrayants, mais aussi des mutilations génitales. "Nous fournissons de l'argent, de la nourriture et des robes neuves pour l'initiation", explique la tante de Musu, Ya Marie.

Les jeunes filles reviennent de la forêt vêtues de leurs plus beaux atours. Elles portent de nouveaux noms, qui attestent de leur passage à l'âge adulte et de leur rang dans la hiérarchie de la société secrète. "Nous ne faisons pas que les exciser, nous leur apprenons également à être une femme, à cuisiner, à respecter les anciens. Après l'initiation, elles retournent dans leur communauté pour poursuivre leur éducation jusqu'à leur mariage", explique Yambundu Oile. En une cinquantaine d'années, cette femme a initié des milliers de petites filles et de jeunes filles.

Début juillet, une trentaine d'entre elles, âgées de 4 à 16 ans, ont rejoint la société Bondo dans le village de Komrabai (nord), selon des images diffusées sur les réseaux sociaux et dont l'authenticité a été confirmée à l'AFP par un correspondant de la télévision nationale, Mohamed Adam.

Clientélisme

De leur côté, les garçons effectuent des retraites pouvant durer plusieurs mois pour rejoindre la société masculine Poro. Ils y sont notamment "avalés" par un esprit, qui leur laisse la "marque de ses dents" dans le dos, a confié à l'AFP l'un de ses membres, "James". En fait de "marques de dents", il s'agit de scarifications effectuées avec des lames de rasoir.

Initié de longue date, le guérisseur Pa Brima Baykuh explique que son rôle consiste à soigner diverses maladies. Mais aussi à "résoudre les conflits". "Je me retire en brousse pour consulter les démons et ils m'aident à trouver les remèdes et me guident pour maintenir la paix dans la communauté", assure-t-il.

Les sociétés secrètes, aussi bien féminines que masculines, "jouent toujours un rôle prépondérant dans la vie sociale, religieuse et politique" de chaque communauté, explique le professeur Joe Alie, du département d'études africaines à l'Université de Sierra Leone. Plus de 90% de la population est concernée par ces rites ancestraux et secrets, selon lui.

Les sociétés Odelay et Ojeh, représentées parmi les principaux groupes ethniques du pays, permettent la promotion sociale et politique de leurs membres. Le parti de l'ex-

président Ernest Bai Koroma (2007-2018) favorisait notoirement la société Ojeh, lorsqu'il était au pouvoir.

Ces sociétés secrètes sont également très influentes dans les pays voisins : au Liberia, en Guinée, dans le nord de la Côte d'Ivoire et dans le sud du Mali. **En Sierra Leone, des décès et des violences enregistrées depuis la fin de l'année 2018 (initiations forcées, enlèvements) ont conduit le gouvernement à limiter les activités des sociétés secrètes. Après les avoir provisoirement interdites, il les a autorisées mais uniquement d'octobre à décembre. Et pendant les vacances scolaires. Motif : la volonté de ne pas perturber le travail des champs.**

Dorénavant, ces rites ne peuvent pas, en principe, être imposés à des mineurs sans leur consentement et toute discrimination pour non appartenance à une société secrète est prohibée. Mais ces nouvelles directives sont peu suivies d'effet.

Rugiatu Turay, une ancienne ministre, devenue militante de l'interdiction de l'excision, estime que le "défi, c'est d'éliminer les mutilations génitales, pas la culture du Bondo" qui remplit un rôle social important, selon elle. **"Nous avons plus de sites de Bondo que d'écoles en Sierra Leone", souligne l'ex-ministre. "Mais il est difficile de convaincre les gens de réformer leurs pratiques, parce que les responsables politiques financent les cérémonies d'excision pour gagner des voix", explique-t-elle.** » Source: FranceInfo, Sierra Leone : la puissance des sociétés secrètes qui pratiquent notamment l'excision, 10 août 2019: https://www.franceinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/sierra-leone-la-puissance-des-societes-secretes-qui-pratiquent-notamment-l-excision_3565467.html

Global Times, 16 septembre 2022:

« A 26-year-old man Babah Fofanah from Nerekroo Village in Simiria Chiefdom, Tonkolili District, Northern Province of the Republic of Sierra Leone, has reportedly fled the country after being pressured by his family to undergo initiation into the Gbangbani Society in order to inherit his late father's position and property.

Babah Fofanah, whose father Amadu Fofanah was the head of the secretive and controversial Gbangbani Society in their village, disappeared shortly after receiving a summons from village elders informing him of his expected initiation. The Gbangbani Society is widely known in the region for its secret rites and has long faced criticism for alleged inhumane and violent practices.

Speaking to this reporter, Babah's stepmother, Yeanoh Bangura, confirmed the family's expectations. "My husband was the head of the Gbangbani Society. Now that he is gone, one of his sons must replace him, or else the family will suffer terrible consequences," she said. "Babah cannot inherit anything from his father unless he goes through the initiation. That is not a choice. It is the tradition."

However, Babah's friend, Abu Lakoh, offered insight into why he may have chosen to escape. "Babah lost his elder brother during an initiation in the Gbangbani bush a few

years ago. It traumatized him. He told me he never wanted to be part of that," Lakoh explained. "After the village elders called him to a meeting to inform him of the initiation date, I never saw him again. I don't know where he is now."

The case highlights ongoing tensions in parts of Sierra Leone between traditional practices and human rights concerns. While the Gbangbani Society plays a significant cultural role in many communities, critics argue that its secretive nature and methods 'especially when participation is not voluntary, violate basic freedoms.

Authorities have not yet commented on the situation. It remains unclear whether Babah Fofanah is still in the country or has sought asylum elsewhere.

The Gbangbani society was part of the culture introduced by the Loko people in Northern part of Sierra Leone. Gbangbani and Poro Society introduced by the Mane people, migrants to the region as early as 1000 AD share similar trait and treatment. The Poro society has its own special rituals, language, ancient Saharan script, tattooing, and symbols. Details are scarce due to an oath of secrecy. The Gbangbani can place its taboo on anything or anybody. As no member would defy its order, much trouble has been caused where the taboo has been laid upon crops. There are also religious and civil aspects of the Gbangbani. Under the former, boys join it at uberty in a rite of passage. Under its civil aspects, society serves as a kind of native governing body, making laws, deciding on war and peace, etc. » Source: Global Times, 26-year-old man on the over forced Gbangbani society initiation, 16 septembre 2022: <https://globaltimes-sl.com/2022/09/16/26-year-old-man-on-the-over-forced-gbangbani-society-initiation/>

Goguen & Bolten, 2017:

« The importance of protecting social reproduction through proper funerary rights took an even deadlier turn in the village when the ritual initiator of the local Gbangbani secret society was infected, just after the first failed quarantine. This secret society equips Limba boys for adulthood by giving them medicinal magic, technical knowledge, and membership in a community of men who clear land for settlements (Ottenberg 1988). Gbangbani ensures the future of villages, creating a source of lasting honor for their ancestors and descendants (Fanthorpe 1998:21), and stands as "a local moral community that keeps the outside world at bay" (17). Though Mabele village was larger, older, and home to Temne who had their own Poro initiation society, multiple residents told Goguen that locally Gbangbani is considered preeminent, with willing initiates only allowed to join Gbangbani if it is their first society. Therefore, the importance to the body politic of handling the death of the initiator properly cannot be overstated. The initiator died in a non-quarantined household, and was buried secretly in the middle of the night, with the full ritual due his position, so that his powers could pass to the next initiator. Gbangbani holds the designation of the "anti-witchcraft society," (Hart 1988:65), making a proper burial vital to the community's social ability to endure the Crisis in the event these deaths were witchcraft related. In spite of the fact that contact tracers had heard rumors that the funeral had occurred, no one would reveal the attendance list, because Gbangbani inspires a respect and dread unequaled by other secret societies (Hart

1988:60). The fact that the funeral took place in secret reveals that members suspected that the initiator had died of Ebola, however in spite of the danger the funeral proceeded in order to ensure the long-term survival of the body politic. As Bolten's long-standing research assistant explained in an e-mail, "An Ebola death is not nearly as bad as an Ebola burial. Only the body dies from Ebola, but an Ebola burial kills the spirit." [...]

Footnote: 3 The Gbangbani society is the secret initiation society for both the Limba and Loko peoples (also in northern Sierra Leone). However, this particular section comprised only Limba villages. » Source: Adam Goguen & Catherine Bolten, *Ebola Through a Glass, Darkly: Ways of Knowing the State and Each Other*, 2017, p.440-441 : https://www2.gwu.edu/~gwaq/assets/aq_v90-2_p429-456_coll_goguen_bolten.pdf

JenV, mai 2021:

« Geheime genootschappen in Sierra Leone

Sierra Leone kent meerdere traditionele (geheime) vrouwen- en mannengenootschappen – zowel algemene als gespecialiseerde, die in het hele land voorkomen. De genootschappen kunnen onderverdeeld worden in driehoofdgroepen:

- 1. Oude stedelijke genootschappen zoals de Agugu en Hunters;**
- 2. Nieuwe stedelijke genootschappen zoals de Odelay; en**
- 3. De traditionele geheime genootschappen.**

Al deze genootschappen op een paar na zoals de Odelay zijn slechts voor een specifiek geslacht toegankelijk. Terwijl voor de meeste traditionele geheime genootschappen lidmaatschap min of meer verplicht is, is dit niet zo voor de oude en nieuwe stedelijke genootschappen. Een lidmaatschap van een stedelijke genootschap is vaak een kwestie van een strategische keuze.

In Sierra Leone heeft iedere plaats minstens een leidend mannen- en een vrouwen-genootschap dat de overgangsrite naar de volwassenheid overziet. In de hoofdstad Freetown zijn veel (geheime) genootschappen, broeder- en zusterschappen en andere vormen van collectieve gemeenschappen (bijv. bendes) actief. Alle genootschappen in Freetown hebben gemaskerde publieke activiteiten.

Volgens berichten zou 80-90% van de Sierraleoonse bevolking lid zijn van een (geheim) genootschap.

Een persoon kan in sommige gevallen pas tot een gespecialiseerd genootschap toetreden als hij lid is van een algemeen genootschap. Genootschappen in Sierra Leone zijn vaak gestoeld op etniciteit en regio, maar dat geldt niet voor alle genootschappen.

De meest bekende algemene en belangrijkste genootschappen in Sierra Leone zijn de Bondo/Bundu in het noorden en in de hoofdstad en Sande in het zuiden voor de vrouwen

en de Poro voor de mannen. Andere genootschappen in Sierra Leone zijn o.a. de Gbangbani, de Wunde (Wonde), de Odelay en de Ojeh.

Lidmaatschap van een (geheim) genootschap in Sierra Leone geeft sociale status en levert respect op. In sommige gevallen is het lid zijn van een genootschap belangrijk om het ambt van lokale chieft te kunnen vervullen of om een baan bij de overheid te kunnen krijgen, ook als vrouw. In 2019 heeft de regering bekend gemaakt dat het verboden is om een persoon te discrimineren omdat deze geen lid zou zijn van een genootschap. Lidmaatschap van een genootschap in Sierra Leone is in principe tot aan de dood.

Om toegelaten te worden tot een genootschap vindt er een verplichte initiatierite plaats. Begin 2018 werd er tijdens de aanloop naar verschillende verkiezingen een tijdelijk (algeheel) verbod op initiatieriten ingesteld door de regering. Voor de vrouwengenootschappen hield dit in dat er o.a. voorlopig geen besnijdenissen meer mochten worden uitgevoerd. Op 21 januari 2019 werd er weer een tijdelijk verbod op alle initiatieriten ingesteld na een toename van politiek geweld m.b.t. manneninitiaties, het verbod gold echter ook voor de vrouwengenootschappen. De overheid besloot, na veel ophef, initiatieriten weer toe te staan maar alleen in de maanden oktober tot en met december. Medio 2019 bleek echter dat de initiatieriten weer volop plaats vonden. De inwijding in een genootschap vindt meestal plaats als er geen school is, bijvoorbeeld aan het einde van het schooljaar. [...]

Overige genootschappen

Agugu – een geheim genootschap dat afkomstig is uit Nigeria waar deze door de Yoruba-bevolkingsgroep is opgericht.⁶⁹ De Agugu-genootschappen zijn te vinden in Freetown waar zowel Krio als andere etnische groeperingen lid kunnen zijn maar zij moeten wel aan bepaalde voorwaarden voldoen. Het heeft de naam elitair te zijn. De leden gebruiken een versie van de (Nigeriaanse) Yoruba-taal in zowel geheime als niet-geheime maatschappelijke activiteiten.

Geledes (Gehlehdehs) / Otas – Volgens een bron zouden de Geledesgenootschappen, net zoals de Agugu, hun oorsprong hebben bij de Yoruba in Nigeria.

In een opsomming van genootschappen in een krantenartikel uit 2012 waren er toen in Freetown een aantal Geledes/Ota-genootschappen actief. Gbangbani / Gbangbe / Kpangbani – dit is het belangrijkste mannengenootschap onder de Limba-, Kuranko- (zij noemen het Gbangbe) en Lokobevolkingsgroepen in het noordoosten van Sierra Leone. De verschillende genootschappen opereren zelfstandig op dorpsniveau maar werken wel onderling samen. Leiders van de genootschappen zijn meestal mannen van middelbare leeftijd, zelden oude mannen. Zij houden hun ceremonies, net als de Poro, op een speciale plaats buiten de gemeenschap, meestal rondom een boom. Een belangrijke voorwaarde voor inwijding in het genootschap is dat het individu moet zijn besneden. Het kandidaat-lid wordt onderworpen aan een aantal proeven om zijn uithoudingsvermogen te testen en te bepalen of hij aan de juiste voorwaarden voldoet om lid te worden.

De Gbange van de Kuranko zou slechts een keer per jaar actief zijn. Humoi (Humui) – een vrouwengenootschap dat gelieerd is aan de Bondogenootschappen. Het reguleert seksueel gedrag – zo verbiedt het bijvoorbeeld een relatie tussen verwanten. Ook zouden de leden ziektes en aandoeningen genezen, met name seksueel gerelateerde ziektes. Aan het hoofd staat een vrouw die deze functie erft via de patrilineaire lijn. Haar titel is kewa. Vrouwen die lid zijn van de Humoi mogen niet ook lid zijn of worden van andere genootschappen. » Source: Netherlands Ministry of Justice and Security (JenV), Sierra Leone - Rapport - Geheime genootschappen en FGM, mai 2021, p.12-13, 16-20: https://puc.overheid.nl/PUC/Handlers/DownloadDocument.ashx?ValChk=01e4Z7ZdaZHLL-WBKWUHTm6fqiECnDW_kkmeb1fKvw5g1&identifier=PUC_1295459_1&type=pdf&versienummer=1

Aurora Martín Martín et al., 2011

« Interviews revealed that the secret societies shape the tradition of sacred forests in Sierra Leone. In particular the initiation ritual is dependent on the preservation of these groves. However, interviews also revealed changes in the current practices of these traditions. Secret societies use sacred forests for performing different rituals and therefore play the main role in their conservation.

Most members of Sierra Leonean society are initiated into one secret society, and their membership will last until their death. A bond is created between their companions and their ancestors.

Three types of secret societies can be distinguished:

- ***Poro: for men belonging to the ethnic groups temne and mende.***
- ***Gbangbani: for men belonging to the ethnic groups limba and loko.***
- ***Bondo: for women of all ethnic groups.***

Locals initiated into a different secret society, non-initiated or of a different sex are not allowed in the sacred forest. Secret societies are very powerful within the Sierra Leonean society. They are organized hierarchically, and the leader is able to communicate with the spirits and make sure that rules are observed. If an outsider watches societies' ceremonies or enters a sacred forest without permission, he will be punished. This promotes a high level of respect for and sense of fear toward these secret societies and their chiefs. Sacred forests are very common in Sierra Leone. They are needed for the performance of initiation ceremonies for boys and girls as they become men and women of a village. In most villages each secret society has a sacred forest. They must possess specific characteristics in order to be chosen by secret societies and, subsequently, to be protected. The forests have a dark atmosphere due to the presence of lianas, woody plants and epiphytes; usually, a river flows in the surroundings (photo 1). No tree felling is allowed but they may hunt, fish or recollect medicinal plants. Size is not an important consideration in the election of sacred groves.

There is a significant superstitious component to beliefs about sacred forests. It is believed that spirits and witches live in these areas. The cotton trees, *Ceiba pentandra* (L.) Gaert, are

considered sacred because it is known to be the place where witches meet during the night (photo 2). Most sacred forests will have at least one cotton tree. The gbangbani and poro societies will perform ceremonies and sacrifices under this tree; that way, they will be able to contact “evil spirits” or to communicate with their ancestors.

The process of initiation is highly important throughout Sierra Leone. The aim of initiation is the training of men and women in a village and the division of skills to be learned. This tradition is completely taboo for outsiders: even boys and girls entering a sacred forest for their initiation do not know what is going to happen - they only know that parties will be held and presents will be offered to them.

The ceremony begins with by in the entrance to the grove, which will have different signs in order to alert others that the initiation is being done (photo 3). That night there will be a party with alcoholic drink (poyo), smoking and dancing. At dawn the initiation will start and last for some days.

The initiation of men is based on their training as useful members of village society (photo 4). Activities include hunting, fishing or playing drums. The main act is “the painful proof” (burei); children will have to suffer circumcision without anaesthesia. No crying or shouting is allowed. In the poro society it is also common to suffer cuts with a razorblade to the body.

The initiation of women is based on the preparation of girls for (photo 5) marriage, cooking, working, and taking care of their husband. They will be taught how to dance, sing, and to use and cultivate medicinal plants. The “painful proof” (cutting) is the ablation; thousands of Sierra Leonean girls are mutilated without any safety and anaesthesia. These girls may suffer bleeding, infections or even death.

Some natives are beginning to question this practice, but it is still affecting a majority of Sierra Leonean girls for three main reasons. First, the initiation process is conducted in secret, with imposed taboos and norms that do not allow any expression of feeling, or any communication of what happens within the sacred forest. The girls do not know what will happen when they are initiated. If you are not initiated, you will be excluded and stigmatized by the society. Second, Sierra Leone’s legislation does not permit the initiation of underage women. The reality is, however, that girls or even babies are initiated, because it will entail fewer costs. Third, traditions are important. Despite the refusal of some girls or mothers to take part in the initiation, grandmothers are willing to have their granddaughters belonging to a secret society.

After the initiation, the spirit (idol) is allowed outside to meet new members. Finally the party exits the sacred grove to the sound of drums, and presents will be offered to them.

The current socio-economical development of Sierra Leone indicates a shift in traditions, something that directly affects the sacred groves. The use and value that locals ascribe to these sites depends whether it is a rural area (Kamabai or Kassasie) or a city (Makeni).

In Makeni, the sacred forests were protected not only in a spiritual way but also as a means by which profit could be made. The study permit to realize that it was a form of escapism for the men of the city; places to gather, smoke the marijuana, Cannabis sativa L., that was cultivated there, and drink. The initiation is performed with the same sense of importance, but the management of the groves was very poor. There was rubbish on the floor - such as razor-blades, cigarettes or bottles - and even a motorcycle was allowed to enter while we were inside. It has been possible to enter in two sacred forests of Makeni, those belonging to the Rogbaneh village and Masuba village, in both cases within the porosociety. They asked for money and gin, in return letting us enter the sacred site and, to a point, to take samples.

In Kamabai and Kassasie, on the other hand, the influence of tradition and superstition is still very strong, so it has been only able to get in with the help of a respected local missionary. They would only let a woman into the bondo forest and a man into the gbangbani forest; the reason behind this being that otherwise the spirit would get upset and cry every night. No money or gin was demanded. The management was much better, the forests cleaner, and there were no signs of trees being cut. [...]

*The study of sacred forests in Sierra Leone is a new topic without any prior knowledge of the forests. In the socio-cultural study, the study reveals the important role of secret societies in the protection of sacred forests. **The poro, gbangbani and bondo ethnic groups are very powerful within the Sierra Leonean society, even showing their influence on the manner in which the initiated must behave or speak. Nowadays there is a shift in tradition, and that shift affects the system of belief that supports these sacred areas. The most important issue drawn from the ecological research was the area adjoining the sacred forests.** Sacred forests tend to cover a small area, resulting in a large perimeter to area ration, and thus a strong edge effect. Consequently it is important to study the areas adjacent to these sacred sites. The clearest case was in Kassasie, where the sacred groves adjoined non-sacred forests and acted as buffer zones, promoting increased protection. However, in most cases sacred groves are surrounded by crops (areas previously burnt), or simply degraded areas. This often causes an important "edge effect" in the sacred groves. At the same time, reforesting these buffer areas can promote an increased, additional, carbon fixation and can simultaneously enhance local biodiversity. » Source: Aurora Martín Martín et al., The role of secret societies in the conservation of sacred forests in Sierra Leone, 2011, p. 47-52: <https://pdfs.semanticscholar.org/696f/0738849083d429dcf7df1b335add972c18dc.pdf>*

RFI, 4 août 2019:

« Wearing a fading Mickey Mouse T-shirt, her knees hugged to her chest, eight-year-old Musu Kamara sits in a corrugated shack in Sierra Leone's capital waiting for her initiation into a secret society.

Kamara will leave for two weeks in the bush with a sisterhood called Bondo.

There, she and other girls will learn ritual dances and chants and how to confront spirits as the group is groomed for adulthood and tribal duties. And Kamara will also have to endure female genital mutilation.

For youngsters in Sierra Leone, the end of the school year often means passing through initiation into a Bondo or, for boys, an all-male group called a Poro.

The ceremonies have deep roots and are jealously guarded in many villages, where they are defended as a vital moment in life.

But many of the children who take part in them will be scarred, physically as well as mentally.

Boys, whose retreats can last months, may be sliced on the back with razors to leave the "mark of the teeth" of a spirit that swallows them.

Girls face "cutting": the removal of their clitoris, a practice found in other parts of Africa, the Middle East, and Asia -- and increasingly reviled.

- Social status -

Secret societies have an entrenched role in tribal and political life in Sierra Leone, as in other parts of West Africa.

Membership confers social status and respect, even opening doors to tribal chief posts and government jobs.

Joe Alie, a professor of African studies at the University of Sierra Leone, said more than 90 percent of the country's population was involved in ancestral and secret rites.

Bondo and Poro societies "still play a leading role in the social, religious and political life" of communities, he said.

But President Julius Maada Bio's government faces a delicate balancing act over how to manage these influential organisations and their traditions.

The pain of ritual, especially female genital mutilation -- FGM -- is increasingly under attack.

Even Bio's wife, Fatima, was caught up in the debate early this year.

She provoked a huge backlash after publicly declaring she was not against FGM, which practitioners call circumcision.

The first lady later said she had been misunderstood and that she condemned the forcible excision of girls aged under 18.

Yambundu Oile, who has initiated thousands of girls like Kamara, said "cutting" was only part of the initiation.

"It is not only to circumcise them, we also teach them to be a woman, to cook, to respect the elders," she said.

"After the initiation, they return to their community to continue their education until their marriage."

- Under pressure -

The societies are under pressure after a string of kidnappings and even deaths, forcing the government to temporarily ban them.

Now rituals cannot be imposed on minors without their consent, and any discrimination for non-membership of a secret society is prohibited.

But analysts see little impact.

"The challenge is to eliminate female genital mutilation, but not the Bondo culture," which plays an important role in society, says Rugiatu Turay, a former minister who supports a ban on FGM.

"We have more Bondo sites than schools in Sierra Leone... But it's hard to convince people to reform their practices because politicians fund circumcision ceremonies to win votes."

Despite this, the outcry against FGM is leading to change.

"I want none of my daughters to undergo genital mutilation, which leaves a mark for life," says Mabinty Bangura, who endured FGM 20 years ago -- a ceremony whose pain, she said, "never seemed to end".

"One woman covers your mouth, another is holding you by the chest and two others by the legs," she said.

"Then they spread your legs, remove the whole clitoris and apply a tissue impregnated with medicinal herbs."

- No-FGM rituals -

In the northern regions of Tonkolili and Port Loko, a new type of ritual is emerging in which girls are initiated by the Soweï -- the head of a female secret society -- but are not "cut."

It is the initiative of a Swiss aid worker, Michele Moreau, who in 2010 became the first European to join a Bondo, taking the name of Shema Roko.

"Twenty-five Soweis have vowed before leaders to stop the circumcisions. They replaced their red scarves with yellow ones, creating the 'Yellow Bondo'," said Moreau, whose association supports the schooling and health of young girls.

Since then, around 700 girls have been initiated in Tonkolili without undergoing FGM.

Some applaud the initiative as a way of enrolling secret societies into the fight to stamp out mutilation.

Others, though, oppose it as disrespectful.

"I hope that circumcision continues, but with the consent of the girls," said Sento Kamara, a Bondo member. "It is part of our culture and our tradition." » Source: Radio France International (RFI), Sierra Leone's secret societies mark bodies and minds, 4 août 2019: <https://www.rfi.fr/en/contenu/20190804-sierra-leones-secret-societies-mark-bodies-and-minds>

Paul Richards et al., avril 2004:

« Sodalities (Secret Societies) Sierra Leone has long been a region in which important aspects of agrarian social life are regulated by gendered sodalities (sacred associations for males and females) organized around rituals of initiation and the maintenance of secrets, commonly called secret societies (e.g., Poro for men and Sande for women). Durkheim (1957) first recognized the importance of sodalities for extending social life in agrarian communities beyond the bounds of the farming household, and their dual character (as occupational groupings maintained by worship and sacrifice). Attested from the time of the first Portuguese contacts in Sierra Leone, Poro- and Sande-like associations provide for extra-family collective action around group tasks associated with community defense and biological reproduction. Rituals of initiation help form the sodality's tight social bonds. Initiation imparts secret knowledge that serves to mark off the initiate from non-members. As first recognized in the sociological literature by Georg Simmel (1950) the primary function of the secret is to enlarge potential for organized social life through creating a closed (and thus coherent) group beyond the family or household (the content of the secret is of secondary importance, and changed or denied if discovered by curious non-members). In settings where central authority is weak, e.g., where a state has not yet developed, or where authority is contested or has collapsed, the sodality is often, in effect, the government and the law. Respect for cult objects and "medicines" at the heart of the closed association is in effect respect for the group and its values—i.e., a basis for trust, social coordination and collective action—and can thus be regarded as a form of social capital (cf. Durkheim 1912).

The RUF used aspects of initiation to create its own distinctive social world of captive young people (after a short period as a modern guerrilla movement with aspirations to capture and reform the state, it reverted to a more basic type—a forest sodality). Community defense was organized on similar lines, first through invocation of Poro, and then (perhaps in recognition that many RUF captives were Poro members) through a new, syncretic association, based on

the initiation practices of the Manding hunters' guilds. New secrets were created to bond CDF fighters and to guard against infiltration. The CDF may have been new, but the process is not. Forest sodalities along the coast of Upper Guinea, attested in Portuguese sources from the 16th century, appear to have protected village society from some of the worst effects of penetration and subjugation by merchant-warriors during the 16th century "Mande invasions" (Rodney 1970). Nor is there anything specifically African about such a development. Initiation-based sodalities are a means to forge collectivities anywhere. A striking example is the group of left-wing intellectuals led by Georges Bataille and Michel Leiris (the College de Sociologie) who, building on Durkheimian ideas about cult and community, advocated the formation of sodalities in the 1930s as a foundation of resistance to anticipated Nazi invasion (Richman 2002).

The value of peer bonds formed through the shared experience of initiation should never be underestimated as an aspect of social capital. They continue to help women through the perils of childbirth and young men through the hazards of war, and are among the most durable forms of collectivity in Sierra Leonean society. Poro initiation is common among the Mende and Temne, and a factor (especially among the Temne) in chieftaincy. Other male associations that have major influence over rural politics and chieftaincy affairs include the Limba Gbangbani Society and Kpa-Mende Wunde Society. Compound heads (kulokoisia) in Kamajei chiefdom (Moyamba District) are only recognized as such where they are members of Wunde. Poro or Wunde fines and sanctions are steeper and generally more feared than those of the customary courts. Failure of young men to provide "communal labor" (obligatory work) is sometimes construed as a "bush" case, attracting strong sanctions. Sande (Bundu) Society for women is present throughout rural Sierra Leone. Re-starting Sande initiation is among the first priorities for war-displaced villages. In fact, the date of the first Sande initiation can be considered an important indicator that the first phase of resettlement is complete. In Gallinas-Perri chiefdom (Pujehun District), at the time of the chiefdom consultation (June 2000), Sande was reported to be the only social institution operational within the chiefdom, four years after resettlement had commenced. The initiation of boys can wait, but girls (who marry early in rural Sierra Leone, i.e., in their mid-teens) are considered un-marriageable until initiated, and so parents will prioritize resources for a girl's initiation as soon as household income rises above the threshold of bare subsistence. Although associated (internationally) with the controversial practice of female genital cutting, Sande became an effective vehicle for the spread of messages about women's reproductive health during the 1940s, a role that from time to time it seeks to revive (Margai 1948; Harding and Mokuwa 1993).

But strength of social bonding (an asset where there is a clear societal goal) can also be a negative feature when the social capital of sodalities is directed toward anti-social ends (as in a mafia-like organization). Secret societies are as good or as bad as the purposes they serve. Clearly, it is problematic if the solidarity of the closed association is used to subvert the legitimate authority of the state, or break the rule of law. For example, the 1991 constitution excludes armed militia such as the CDF. Civil defense supplied by hunter initiates against the RUF would be judged by many Sierra Leonean to be a positive and legitimate manifestation of the power of sodalities, but few would see the RUF's attempts to initiate its

*captives into a sodality organized along Green Book lines in the same light (Richards 2004). Elsewhere, the law is grey. Customary courts respect the right of the sodalities to discipline members, but what if punishments contradict rights upheld in the constitution, and what might be the line of appeal? Poro and Sande are not really voluntary associations (most young people are initiated at the behest of their parents, and scarcely have the capacity to object) and thus it cannot easily be argued that those who freely join an association should live by its rules. In any case (judging by the evidence cited below) these rules may be used in quite arbitrary ways, e.g., to strip young upstarts of labor and other resources, when charged with “disrespect” (Krio: *fitiyai*), thus undermining the power of democracy or markets to set free the imagination and inventiveness of the young. The following comments sum up a number of similar complaints about society elders by the young (Archibald and Richards 2002): • [Secret] society heads levy fines on youth in the bush, subject to no appeal • youths are never [appointed] chiefs, unless they become [secret] society elders, even if the best person • youths have no rights over elders, they are always in the wrong.*

*This flags an important set of issues for CDD. The sodalities are pervasive, but there is some outspokenness by young people (post-war) about the dominance (and arbitrary decisions) of society elders. This may increase pressure to bring the sodalities more fully under the rule of constitutional law, or it might drive them underground with unpredictable consequences. The case of Liberia is not encouraging. Ellis (1999) argues that greater hostility to Poro and Sande by a Christian republican ruling elite tended to “privatize” the sodalities, adding to the burden of atrocities from that war as traditional ideas about initiation and sacrifice became detached from their proper context of institutional regulation. Currently Poro and Sande occupy a politically “exempted” space in Sierra Leone (here, the political classes are predominantly from the provinces, thus, in the main, initiates themselves, and reluctant to legislate). As often occurs on cultural frontiers the exempted space occupied by the rural sodalities may prove volatile if the current class of rural gerontocrats loses ground to the disgruntled young. However, one female RUF fighter, threatened by *sowesia* (Sande elders) with expulsion for breaking the taboo on killing, told Patrick Muana (Richards et al. 1997) that she would resist any such exclusion, and that (postwar) the society would have to adapt to its members and not the other way round. Thus, although currently associated with gerontocracy, the potential of the closed associations to change, and perhaps mobilize young people on a broader, participatory basis, should not be dismissed. **The point about initiation and secrets is not that they are ancient but that they are effective in forming tight social bonds. Where a secret leaks out it is subject to change (since its power to instill social discipline has been lost). There is no sociological reason why closed associations should not abandon or reform harmful practices and build solidarities around imparting new skills or socially-useful knowledge.** Gerontocracy may be subject to challenge if sufficient numbers of successful young businessmen or women choose to join rural sodalities. But it should be noted that most members of the Mandingo and (especially) Fula trading diasporas in rural Sierra Leone refuse membership. Apart from religious scruples, they fear the impact of initiation fees and fines levied in “bush” cases on their trading capital. » Source: Paul Richards et al., *Social Capital and Survival: Prospects for Community-Driven Development in Post-Conflict Sierra Leone*, avril 2004, p.8-10: <https://edepot.wur.nl/34897>*

The Calabash Newspaper, 15 décembre 2020:

« Based on various reports of increased of forceful initiation into secret societies across the country, Fadugu in Koinadugu District, is on the spotlight as man found dead close to the Bush of the Bangbani Secret Society.

According to reports, a man was passing by and saw a body lying on the ground. To his curiosity, he found the man dead. He went to the chief to report the matter which subsequently led to the police coming to the scene. The body was later identified as Pa Wurie Jalloh, who is a farmer and a cattle rearer, who lived in Fadugu, who was missing over a year ago.

Consequently, this press embarked to ascertain the veracity of this claim. Speaking to the late man's wife, Isatu Jalloh, she said "my husband and his elder son, Alpha Jalloh, went to kassasie in the middle of June 2019 to clear a plot of land which he has rented for two planting seasons to do harvesting. However, they could not return. My husband's brothers and I made various reports to the chief and the police but our searched were fruitless and to no avail

"Investigations gather from community members pointing fingers at the Gbangbani Secret Society.

A farmer, whose name could not be mention, said he saw the incident from far when Pa Wurie and his son are trying to put off a fire when some men in half dresses and well arm with cutlasses came and kidnapped them. The farmer believed these men belong to the Gbangbani Secret Society.

Before going to the press, the police were asked about the incident. They said, the issue is under investigation. Therefore, they cannot give further details.

From further investigations, we found out that the son of the deceased, Alpha Jalloh escaped during the initiation ceremony, whiles Members of the secret society are on hunt for him as its their law for any person who trespassed into their bush knowingly or unknowingly should become a member as it is obligatory because the person must have possessed some of the powers of the secret society.

Secret societies have been the bedrock of development for some communities in Sierra Leone as they think. Initiation rites for boys involving ritual scarring during retreats in "sacred woods" that can last for several months. In such process, initiates drink blood and face lot of inhuman treatments.

Politicians and state actors have used these societies to their advantages to gain "steady vote", they always turn blind eye, and their activities go unpunished. The community is worried if their cry will be heard as an innocent soul has been laid to rest.

However, though concern have been raised by civil society organizations over the rampant invasion of secret societies into towns and districts right across the country, the government is still unable to handle the situation as most of the government authorities are alleged to be members of the said secret societies who themselves have been used to protect and cover their evil deeds.

Some among the government authorities have also been accused of taking undue advantage of their secret society to commits acts of ritual murder and that many a time there have been reported cases of dead bodies discovered with missing parts. The ‘Gbangbani Secret Society’, it is believed has part of its traditions to tear and disfigure human flesh, which they usually used as part of their sacrifice.

Therefore, the 1945 Universal Declaration of the United Nations Convention on the Rights to life and Movement is not followed to the latter, as there are reported cases of such forceful initiation in the country. » Source: The Calabash Newspaper, In Fadugu, Father Found Dead As Son Got Missing..., 15 décembre 2020: <https://thecalabashnewspaper.com/in-fadugu-father-found-dead-as-son-got-missing/>

The Patriotic Vanguard, 14 août 2010:

« Since the pre-colonial era secret societies have played a dominant role in the politics of African societies including Sierra Leone, but over the decades they have become so powerful that they have gone to the extreme point of becoming dangerous.

One of the reasons why they are dangerous is that they have so many taboos for non-initiates that are so uncertain, indescribable and unidentifiable that it is easy for a non-initiate to fall into the trap of a secret society. For instance, a non-initiate should not see the “devil” (masked spirit of a secret society) or say something in public pertaining to what happens in the secret society. The punishment in extreme cases is death, which should not even be subsequently discussed in public both by initiates and non-initiates. The punishment also for doing so is death.

A couple of years ago, a man whose wife was killed by secret society men in Kabala, north of the country, was heard over Radio Citizen at Kissy, in the east of the capital Freetown, explaining his ordeal and crying for justice to be done.

According to him, his late wife was returning home from another village when she unexpectedly met secret society men in a bush path surrounding the masked spirit of the Gbangbani secret society. She was instantly butchered with machetes. Her corpse was left lying on the road side. The man alleged that he reported the matter to the police but nothing came out of it.

The bitter fact is that secret societies are a powerful force to reckon with in the politics of Sierra Leone. They represent the highest echelon of decision-making in rural societies and could therefore be an effective instrument for mobilizing support. They therefore play a crucial role in the election processes of Sierra Leone. Politicians have a

great preference for them because each member is bound by a secret society oath which makes their support not to waver. Because politicians want what they call “steady votes” unlike that of non initiates which might swing from one party to the other they give great encouragement and protection to secret societies which makes them to be above the law. They do many things that are contrary to law and go scot-free. This has made many people to be apprehensive and feel unsafe especially in rural communities. Many youths have migrated as a result of this. Many have lost their lives when they step on the toes of secret societies.

At Fullahtown in the east of Freetown, there is currently a court order to evict an Ojeh society from the premises of a landlady. But whether out of fear or for some other reasons no bailiff has ever gone there to execute the court order. The woman is now in perpetual fear of what might befall her especially when secret societies are notorious for casting evil spells and incurable diseases on people. They have become the nemesis of civil society.

Everywhere in Sierra Leone this has become a prevailing phenomenon. In Port Loko district, during the totalitarian reign of Siaka Stevens, his vice president S. I. Koroma commonly known as “Agba Satani” (Chief Satan), made sure that secret societies became the destiny maker of each and every man in the district.

The success of a man from Port Loko depended on his status in the secret society and they had the power to initiate any one who was not a member or “discipline” him according to the rules of the secret society which were most times inhuman and dangerous. In the same Port Loko district a teenage boy is currently suffering from an amputated leg after being tortured by Poro society members who claim he did something that was taboo to the society. The boy was found hung upside down on a tree after being abducted by poro men. The matter was reported to the traditional ruler, that is the Paramount Chief, but apparently out of fear or because he too is a member and is bound by his secret society oath, nothing came out of it.

The matter has been pursued for the past couple of years by an investigative journalist of the Premier News newspaper, Desmond Lewis. That boy is not the only one, there is currently a pathetic issue that has made a family at Kagbantama Village in Port Loko District to weep every day. Their son Ahmed Kamara who had been influenced by human rights campaigns openly condemned the activities of poro men at Kagbantama village . Prior to that the men had vowed that the so-called campaigns that were going on in Freetown if anyone dared to take them to that village, he or she would be “seriously dealt with.”

But Ahmed perhaps never took the threat seriously and went ahead to condemn the secret society practices and started talking about human rights and dignity. This was considered a serious “offence” against the secret society.

One night they stormed their home and claimed that they want Ahmed Kamara who should “take the place of his dad” in the secret society but only to discover that Ahmed

had escaped. Some secret society members were held responsible for leaking the information to Ahmed. His family was terrorized. They searched every nook and corner of the village but he was nowhere to be seen. They even boasted that anywhere he hides in Sierra Leone there is a secret society there so he could still be dealt with. A boast which is actually true because everywhere in Sierra Leone secret society members are known to have solidarity and can secretly plan against anyone or group of persons. They knew Ahmed had always detested joining the society but always gave the impression that he would replace his dad. His campaign was reported to be an attempt to vilify the society as FGM campaigners had done to the (female) Bondo society.

One of the reasons poro men have become hypersensitive to criticism is the onslaught on their counterpart female secret society the Bondo which is currently under fire by those who campaign against Female Genital Mutilation something which was a taboo in the past. No human being ever thought of talking openly about Female Genital Mutilation. A woman who made the attempt some years ago at Ogoo Farm in the west of Freetown lost her life in the forest when she was chased by a group of Bondo women who caught up with her when she ran to seek refuge there. Her corpse was later found in the forest.

The intensification of the campaign against FGM over the past years has apparently made other secret society members to be apprehensive that after Bondo it might be the male secret societies as Ahmed had attempted to do. But since 2001 when he escaped his whereabouts have not been known.

Recently a group of poro men stormed his parents home and claimed that they heard that he had returned and therefore demanded him. It took some time for the family to convince them that the whereabouts of Ahmed are not known.

The questions now asked by many are: How safe are non-initiates when secret society members have the right to take their lives? Where should non-initiates run to when secret society members are everywhere and manifest solidarity when it comes to dealing with non-initiates? Should a man like Ahmed Kamara continue to be in hiding throughout his life after stepping on their toes especially when the law cannot protect him? Where is the human right that society so much cherishes?

There have been numerous allegations that secret society members are responsible for the numerous rituals and ritual murders that take place in the provinces. At Sunneh in the Ribbi chiefdom a few years ago the body of a mutilated woman was found in the forest. No culprit has been found. This has made many people to be apprehensive. At a time when Europe is moving into the twenty first century Sierra Leone is moving back to the twelfth century. » Source: The Patriotic Vanguard, Secret societies in Sierra Leone, 14 août 2010 : <https://www.thepatrioticvanguard.com/secret-societies-in-sierra-leone>

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faïtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site:

www.osar.ch/publications

La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse:

www.osar.ch/newsletter

Mentions légales

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Courriel : info@osar.ch

Site web : www.osar.ch

IBAN : CH92 0900 0000 3000 1085 7

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2026 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source